

Cher-e camarades

Ça y est après une campagne électorale longue, parasitée par les affaires dans sa dernière ligne droite par un attentat dont on ne connaît pas tous les tenants et aboutissants : les urnes ont donné leur verdict pour le premier tour ! Deux candidats sont en tête : Emmanuel Macron et Marine Le Pen...

Je ne me livrerai pas ici à une longue analyse sur la campagne... Chacun d'entre nous a réfléchi et je ne doute pas que les moments de convivialité permettront à chacun de débattre encore plus longuement..

Deux ou trois choses tout de même qui sont plus de mon avis personnel, car nous n'avons pas eu de débats collectifs au BN sur ces questions..

La présence de l'extrême droite au deuxième tour pour la deuxième fois en quinze ans est une catastrophe démocratique.. Je ne considère pas qu'un parti qui fait la distinction entre les travailleurs selon leur couleur de peau est un parti qui devrait obtenir autant de voix dans notre pays. D'autant plus avec les candidats présents. On ne peut pas dire qu'aujourd'hui le vote FN soit un simple vote de colère ou de protestation, il est réellement bien ancré et bâti sur des idées xénophobes qui sont partagées par ceux qui votent. Je reconnais avoir une vision extrêmement noire de la situation... Mais le fait d'habiter un département, une région où le FN fait de gros scores, d'y avoir lu ce que j'y lis... me fait dire que l'entreprise de ripolinage n'est que de la devanture mais qu'une partie de ces idées sont désormais partagées....

De plus, si l'on prend en compte les résultats de Macron, ceux de la droite ou de l'extrême droite, cela fait quasiment 70 % des voix qui se sont exprimées... Je crois qu'il faut l'avoir en tête même si c'est évidemment plus compliqué que cela dans chaque vote, dans chaque électorat... et il nous faudra largement analyser les futurs chiffres pour bien comprendre... Mais c'est donc pour nous une réelle interrogation sur notre capacité à mettre dans le débat public nos revendications et à les faire entendre.

C'est aussi la première fois qu'aucun candidat issu des 2 partis historiques n'est au deuxième tour.. Nous entrons dans une période de recomposition politique ... une phase nouvelle où toutes les questions des équilibres se posent.. et bien malin qui peut prédire ce qui se déroulera.. les 3 dimanches électoraux qui restent sont donc tout aussi fondamentaux. Le 18 juin, bien malin qui peut dire réellement quelle politique va s'appliquer...

Je n'ai pas trouvé d'enquête qui faisait un point précis sur les votes des fonctionnaires. Mais une enquête sur ce qu'avaient voté les proches des syndicats. Attention il ne s'agit pas ici de syndiqués mais simplement d'électeurs se disant proches .. ce qui ne veut pas dire grand-chose..

Mais je vous livre ces chiffres en réflexion :

Ceux qui se réclament proches de la CFDT ont voté à 48 % pour Macron, 12 % Hamon,, 15 % Fillon , 14 % Melenchon, 7 % Le Pen..

Pour FO, 32 % pour Melenchon, 24 % Marine Le Pen, 15 %% Macron, 11 % Hamon, 7 % Fillon..

Pour Solidaires, 53 % Melenchon, 13 % Hamon, , 13 % Macron 1 % Fillon, 13 % Solidaires..

Et enfin, pour la CGT, 51 % Melenchon, 13 % Hamon, 12 % Macron, 3 % Fillon, et 15 % Le Pen...

Ces chiffres sont avant tout informatifs... je crois qu'il nous faut attendre d'autres éléments qui les confirment mais cela pourrait nous interroger ...

Naturellement, se pose la question pour la CGT de faire barrage à l'extrême droite... A l'heure où je vous parle une CE confédérale se tient qui débat de ce sujet et avant le premier tour la confédération avait décidé de ne pas donner de consignes....

Je vous propose donc d'attendre la position confédérale pour que nous puissions la diffuser. Pour le dire autrement, je ne crois pas qu'il faille une expression supplémentaire du syndicat ... car médiatiquement c'est bien la position confédérale qui sera diffusée partout...et je pense qu'il faut qu'il y ait une voix claire de la CGT. Mais c'est bien évidemment une question qui est en débat..

Voilà, vous m'excuserez pour cette analyse raccourcie et sans aucun doute incomplète... mais à l'issue de ces premiers résultats une chose est sûre : Pour la CGT, une priorité et une seule : la mobilisation ! Personne ne peut croire aujourd'hui que sans celle-ci nous pourrions obtenir gain de cause sur nos revendications.. c'est bien uniquement par celle-là que nous pourrions peser sur les choix à venir.. même si ne nous leurrions pas, nous risquons fort dans les premiers mois de nous heurter au fameux : je l'avais dit durant la campagne !

Cette mobilisation est d'autant plus nécessaire que dans la Fonction Publique ou à la DGFIP les réformes se sont poursuivies et continuent... Au niveau Fonction Publique avec des projets sur la mobilité qui ont été bloqués par les organisations syndicales.. A la DGFIP, les réformes s'empilent à vitesse grand V : formation professionnelle, Service d'appui au réseau dans la partie Colloc, sans oublier l'inénarrable PAS dont personne, mis à part le directeur général, ne pense aujourd'hui qu'il puisse fonctionner.

De ce point de vue, nous avons en intersyndicale réussi à avoir un communiqué de presse commun ... mais après quelques atermoiements puisque le projet initial présenté par solidaires ne demandait pas l'abandon du projet... Vous avez pu le voir, c'est désormais le cas... Nous avons donc pu valider le communiqué qui a eu un certain écho dans la presse de droite.. un tract aux usagers est lui en cours de validation...

Cette boulimie de réformes dans notre administration est aujourd'hui d'autant plus forte que le dialogue social est tout simplement nul et inexistant. Dernier exemple en date : la décision du DG de modifier une nouvelle fois les règles en matières de CAP nationale (cf message). Le Directeur Général considère en effet que les actions que nous pouvons mener entravent la bonne marche des CAP .. il passe donc un cap supplémentaire... et peut encore aller plus loin juridiquement.. si vous avez eu l'occasion d'échanger avec les camarades d'autres syndicats sur le sujet.. nous restons aujourd'hui dérogatoires au reste de la Fonction Publique..

Et pour continuer à détruire le mode de fonctionnement des CAP, le DG a un argument simple : vous avez perdu la bataille et les agents ne se mobilisent pas... Au conseil national, nous avons décidé de relancer la pétition dialogue social.. aujourd'hui sauf erreur de ma part, nous n'avons même pas tous nos syndiqués qui l'ont signé (le nombre de signatures sur le dialogue social que nous avons entre les mains est de 1736, qui proviennent de 40 sections seulement) inutile de dire que dans un tel contexte le DG a beau jeu de ne pas nous écouter et de poursuivre les réformes.

De ce point de vue, évidemment le bilan mitigé dès l'automne pèse très fortement.. rappelons que lorsque nous avons voté et travaillé à nos actions de septembre à décembre nous savions qu'en cas d'échec cela aboutirait à laisser le DG libre jusqu'à la fin du processus «électoral »... Nous sommes aujourd'hui dans cette situation.

Pour autant, les mobilisations existent... Evidemment la Guyane en est l'exemple... 1 mois de conflit de lutte pour gagner.. Durant le conflit, nous avons relayé toutes les demandes de nos camarades de la Guyane. Notons néanmoins qu'il ne faut pas rendre les choses plus simples qu'elles ne le sont.. Si des camarades de la section se sont investis dans le mouvement, la section n'a pas appelé à l'action en elle-même.. puisque elle n'a pas pu se réunir et le secrétaire de section nous a aussi fait part n'était pas unanime sur le sujet..

Les mobilisations existent aussi plus proches de nous...

Ainsi des actions ont été menées localement ... contre les restructurations dans le 06, à la DISI Sud ouest contre les choix faits en matière d'astreintes, ou encore ce vendredi dans le 94 pour protester contre la mise en place d'uniquement 3 ran dans le département. Ces trois journées ont été plutôt réussies .. elles sont parties de revendications locales et se sont construites en intersyndicale. Dans l'Isere, la section nous a informé d'un préavis de grève sur le CRT du 24/4 au 2 juin pour s'opposer à cette structure.

Il me semble que dans les semaines à venir nous devons continuer à construire de telles initiatives dans le prolongement de ce que nous essayons de mettre en place depuis janvier 2016 : partir de réunions avec nos collègues pour définir avec eux les revendications et les actions à mettre en œuvre.

C'est d'autant plus nécessaire dans le contexte que nous venons de vivre.. Les deux dernières journées d'appel à l'action que ce soit au niveau fonction publique ou à la journée confédérale du 21 mars sont loin d'avoir été les succès dont nous avons besoin. Nous avons besoin de nous interroger sur ces questions à l'heure où les enjeux vont largement dépasser la DGFIP.... et à l'heure où certains commentateurs n'ont cessé de dire que la CGT est en perte de vitesse suite aux annonces sur la représentativité dans le secteur privé.. La confédération s'est largement expliquée sur ce sujet expliquant les raisons objectives qui expliquent que la CFDT soit la première organisation (entreprise où on ne peut voter CGT, date des votes avant le conflit Loi Travail, etc..) mais du coup c'est peu dire qu'aujourd'hui les élections professionnelles Fonction Publique prennent une importance encore plus significative pour la CGT car si nous restons la 1ère organisation en France c'est bien grâce à notre place de première organisation dans la Fonction Publique.

Si la CGT entend rester première organisation, clairement nous devons gagner les élections Fonction Publique.. ne plus être première organisation serait évidemment une très mauvaise nouvelle pour la CGT mais plus encore pour les salariés...

L'enjeu des élections est donc fondamental pour nous mais aussi pour toute la CGT, il nous faut prendre le sujet à bras le corps... Nous aurons je pense largement l'occasion d'en débattre..

Après un tour d'horizon aussi vaste, il me semble nécessaire de revenir aux questions concrètes qui se posent à nous :

- le premier concerne le RIFSEEP. Conformément au mandat du syndicat, nous avons demandé aux autres syndicats de la Fédé s'ils souhaitaient décider avec nous de boycotter au niveau ministériel les groupes de travail lors du congrès. Aucun camarade d'aucune délégation n'est intervenu sur le sujet, nous avons donc remis le couvert pour que les choses soient débattues et décidées lors du bureau fédéral..mais il a semblé collectivement plus simple de mettre la direction fédérale sur le sujet... Mais soyons bien d'accord entre nous, boycotter les GT RIFSEEP n'empêchera pas sa mise en place ...sinon il y a bien longtemps que nous aurions bloqué toutes les réformes de l'administration... Il est donc nécessaire que nous décidions quelle campagne nous allons mener à la DGFIP. Au niveau Fonction Publique, l'UFSE a fait voter un vœu au conseil supérieur de la Fonction Publique contre le RIFSEEP.. C'est bien mais il s'agit désormais d'être au plus proche du terrain avec nos collègues.. je rappelle que dès 2018, les géomètres sont touchés et que nous n'aurons à la DGFIP aucun espace de discussion, pour faire remonter les revendications de nos collègues.

- le second concerne le travail au sein des différentes structures. Les congrès de la Fédération et de l'UFSE se sont tenus et conformément à nos mandats se sont bien passés.. les trois niveaux de structures sont respectés.. et comme vous pourrez le voir dans les documents quasiment tous nos amendements sont passés dans les congrès.. ce qui explique que les délégations aient répercuté les votes de la CEN document amendés... Maintenant le syndicat a une responsabilité, celle de travailler dans les deux structures pour qu'elles fonctionnent et répondent à nos attentes.

- le 1^{er} mai. Il n'est évidemment pas question de ne pas appeler mais il me semble nécessaire que la CEN donne les revendications que nous souhaitons mettre en avant/.. (proposition d'une commission d'écriture ?)

-les initiatives locales existent. La question est simple : comment multiplier ces initiatives ? Il me semble de ce point de vue nécessaire que les camarades de la CEN qui suivent les territoires fassent un point avec les sections dont ils ont la charge pour avoir une vision claire en juin, demandent à chaque section de quelles aides elle a besoin...

Avant de finir ce rapport, un point sur l'intersyndicale.. aujourd'hui on peut dire qu'elle existe, c'est positif mais elle est complexe... car dès que nous rentrons dans le détail, on n'est pas d'accord sur grand-chose à 3... sur les règles de gestion, c'est difficile avec FO.. sur le prélèvement à la source, je vous en ai parlé.. sur le dialogue social, c'est extrêmement complexe. (Même si accord pour demander le report du 4, placé entre 2 tours). les nouvelles mesures sont combattues par Solidaires mais sous un angle juridique qui donne du grain à moudre à la DG... je crois malgré tout qu'il nous faut continuer à travailler en ce sens pour permettre d'avoir les conditions nécessaires à des initiatives importantes par la suite.

Mais clairement avant la fin du mois de juin il sera compliqué de réellement avancer.

Une fois n'est pas coutume je terminerai ce rapport sur les questions internationales... La Syrie ou je n'ai pas de mots pour décrire la situation, la Turquie ou le régime vire à la dictature, les cow-boys américains qui sont de retour, la Russie et Poutine... Il faudrait sans aucun doute bien plus de temps pour débattre de tous ces sujets d'importance mais sans aucun doute dans la période troublée que nous vivons la CGT doit faire entendre sa voix et rappeler ses positions internationalistes et pacifistes..